

IIIème PARTIE

GUERRE CONTRE L'IRAK OU GUERRE POUR LE PETROLE ?

ON NE VIOLE PAS LES REALITES GEOPOLITQUES.

Donald Rumsfeld, chef du Pentagone :

« Arriverons-nous à capturer, tuer, et dissuader plus de terroristes chaque jour que les écoles coraniques et les religieux radicaux en recrutent, en entraînent et en envoient contre nous ? »

Général Wesley Clark :

« La stratégie de l'administration Bush alimente ce qui s'apparente à un choc de civilisation »

Le président Georges Bush :

« Les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique et je ferais de la sécurité énergétique une priorité de politique étrangère ».

Les attentats dramatiques de septembre 2001 qui ont endeuillé Manhattan et la guerre larvée en Palestine ont obligé Washington à lancer une guerre contre l'Afghanistan des Talibans. La lutte contre le terrorisme se révèle certes indispensable, mais il ne faut pas oublier le rôle stratégique du Moyen-Orient qui fournit des approvisionnements pétroliers vitaux pour l'économie occidentale. Les responsables politiques le savent mais n'osent pas troubler une opinion déjà inquiète, alors que la croissance repose d'abord sur la confiance. Le consommateur citoyen a la mémoire courte et le choc pétrolier de 1973 appartiendrait à l'Histoire.

Les économistes officiels veulent effacer au plus vite les drames de l'actualité pour revenir à une croissance paisible pour les années à venir, mais sans prendre en compte la fragilité de leurs hypothèses qui reposent sur le dogme d'un pétrole abondant et bon marché. Les gouvernants, qui devraient informer l'opinion sur les risques d'une économie aussi dépendante, occultent la question, alors que le problème énergétique dominera la géopolitique de ces vingt prochaines années.

On devrait d'ailleurs se rappeler la cause première de Pearl Harbor : en 1941 le Japon se sentait acculé à une guerre avec les USA, parce que Roosevelt avait institué un blocus pétrolier à son égard. Faut-il aussi rappeler que l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a entraîné une mobilisation sans précédent en vue de défendre une source d'approvisionnement vitale pour l'Occident. Toute création de PIB implique en effet une augmentation de consommation énergétique : il faut 400 Kg d'équivalent charbon pour produire 1 000 dollars de PIB aux USA et 200 Kg en Europe. Il est vrai que nous sommes deux fois plus économes que les Américains, mais le problème ne change pas de nature pour autant. Contrairement à ce que proclament certains milieux écologiques, notre consommation d'énergie augmentera de 0,5 % par an en Europe et de 1,3 % aux Etats-Unis durant les vingt ans à venir. Est ce techniquement possible et quelles seront les conséquences de cette boulimie tant sur des réserves fossiles en voie d'épuisement rapide que sur l'évolution des prix ?

Voyons d'abord les données du problème pour comprendre les motivations américaines concernant l'Irak en particulier et le Moyen-Orient en général.

TABLEAU I : PRODUCTIONS MONDIALES D'ENERGIE,
(en milliards de TEP), VENTILÉES PAR SOURCE
 (TEP : Tonne Equivalent Pétrole)

Charbon :	2,2 Mds de TEP	25,6 % du total
Pétrole :	3,5 Mds de TEP	40,7 %
Gaz :	2 Mds de TEP	23,2 %
Hydroélectricité :	0,2 Md de TEP	2,3 %
Nucléaire :	0,6 Md de TEP	7 %

Total mondial : 8,6 Milliards de TEP

L'hydroélectricité et le nucléaire ne représentent que 9 % de la production mondiale d'énergie et le pétrole 40 %.

LE PETROLE

**Tableau II : Réserves de pétrole 2000 et 1978 en milliards de tonnes (MT),
 et durée de production de chaque continent**

	2000	1978	Durée de production
Afrique :	10,2 Milliards de Tonnes	(8 MT)	28 ans
Amérique du Nord :	3,5 MT	(4,8 MT)	9 ans
Amérique du Sud :	16 MT	(5,5 MT)	35 ans
Moyen-Orient :	92 MT (1)	(50 MT)	83 ans
Extrême-Orient :	6 MT	(6 MT)	16 ans
Europe Occidentale :	2,5 MT	(3,1 MT)	8 ans
Europe Orientale :	8 MT	(10 MT)	22 ans

(1) Arabie saoudite 35 MT; Irak 15 MT ; Emirats 13 MT ; Koweït 13 MT ; Iran 12 MT ; Qatar 1,7 MT ; Oman 0,7 MT.

L'Irak dispose des deuxièmes réserves mondiales de pétrole.

Total des réserves : 138 MT (90 MT) 40 ans

- Les réserves mondiales ont augmenté de 50 % en 20 ans, grâce au Moyen-Orient et à l'Amérique du Sud. Par contre les réserves d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale diminuent régulièrement : en 2010 elles seront épuisées.

- En 2020, les réserves de l'Europe Orientale seront à leur tour épuisées.

- En 2040, seules subsisteront les réserves du Moyen-Orient. Celles de l'Arabie saoudite représentent à l'heure actuelle 10 fois celles des USA, celles de l'Irak 5 fois, celles du Koweït 4 fois.

Quelques soient les pressions exercées sur les pays producteurs, une crise est probable avant 2010, date à laquelle le Moyen Orient sera alors devenu un producteur quasi exclusif.

Tableau III : Consommation mondiale de pétrole en millions de tonnes (mt)

	2000
Afrique :	115 millions de tonnes (mt)
Amérique latine :	300 mt
USA :	882 mt
Canada :	83 mt
Asie :	928 mt
Dont Japon :	260 mt
Dont Chine :	200 mt
Europe :	755 mt
Ex URSS :	182 mt
TOTAL :	3,5 Milliards de tonnes

**Tableau IV : Perspectives mondiales de consommation de pétrole,
en milliards de tonnes (MT)**

2000	: 3,5 MT
2010	: 4,7 MT
2020	: 5,5 MT

Quelles sont les conditions nécessaires à cette consommation de pétrole qui augmentera d'un milliard de tonnes d'ici 2010 et de deux milliards de tonnes d'ici 2020 ?

- Un doublement de la production des cinq pays du Golfe persique sur 20 ans, soit 5 % d'augmentation par an.**
- Une production de source non identifiée de 865 millions de tonnes.**

La croissance économique restant indissociable d'une croissance de la consommation d'énergie, le dilemme s'annonce comme redoutable.

Tableau V : Productions comparées de pétrole entre 2000 et 1978 en millions de tonnes, (mt).

	2000	1978
Afrique :	360 millions de tonnes (mt)	300 mt)
Amérique du Nord :	460 mt	(550 mt)
Amérique du Sud :	520 mt	(250 mt)
Moyen-Orient :	1.000 mt	(1. 000 mt))
Extrême-Orient :	380 mt	(240 mt)
Europe occidentale :	315 mt	(90 mt)
Europe orientale .:	390 mt	(600 mt)
Total mondial :	3,5 Milliards de tonnes	(3 Milliards de tonnes)

Depuis 1978, les productions des différents continents sont toutes en hausse, sauf celle de l'Amérique du Nord qui a baissé de 75 millions de tonnes.

LE CHARBON

Tableau VI : Production mondiale de charbon en millions de tonnes (mt)

Afrique :	215 millions de tonnes (mt)
Amérique du Nord :	920 mt
Amérique du Sud :	40 mt
Asie :	2 000 mt
Europe :	280 mt
TOTAL :	3,7 Milliards de tonnes, (MT) soit 2,1 Milliards de TEP

Les réserves de charbon sont pratiquement illimitées.

Le pétrole à quel prix ? et pourquoi l'Irak présente-il une telle importance pour le président Bush ?

Le consommateur oublie trop souvent que le baril équivaut à 159 litres. Lorsque ce baril est vendu 30 dollars par les pays producteurs aux pays consommateurs, le litre de pétrole brut est donc acheté à environ 0,25 Euro (1,50 franc) aux compagnies pétrolières. Il est revendu ensuite 0,35 Euro aux automobilistes américains et un Euro aux consommateurs français, soit 5 fois son prix d'achat. Par le biais de la TIPP et de la TVA, l'essentiel du bénéfice, (0,80 Euro par litre), revient ainsi à l'Etat et non aux pays producteurs ou aux compagnies pétrolières qui doivent se contenter d'une marge de quelques centimes.

A quels niveaux se situent les volumes de pétrole et les masses financières ?

La France importe 90 millions de tonnes qui représentent 540 millions de barils pour un montant d'importation de 16 milliards de dollars. En un an l'addition pour les Français double par rapport à un baril à 15 dollars et triple avec un baril à 50 \$. La dépense pétrolière supplémentaire s'élève de 10 milliards à 20 milliards d'Euro, soit un à deux points de PIB. Notre balance commerciale de son côté, se trouve amputée de ces mêmes milliards d'Euro, ce qui implique d'exporter pour le même montant de marchandises. Quant à la part prélevée par l'Etat, elle s'élèvera à 40 milliards d'Euro (250 milliards francs).

Le système économique occidental est donc irrigué par un pétrole vital pour son fonctionnement et sa croissance. Par ailleurs, ce pétrole représente une manne fiscale indispensable aux Etats européens prenant prétexte des économies d'énergie et de la lutte contre la pollution pour s'approprier des marges qui seraient considérés comme usuraires pour les autres secteurs économiques.

Que se passerait-il si le baril valait 70 dollars, (3 francs le litre payés au producteur et 40 milliards d'Euro en coût d'importation pour la France), ou même 90 dollars ? Comment serait alors payée l'addition ? Compte tenu du niveau des réserves mondiales, de leur répartition et de l'augmentation de la consommation mondiale, le baril à 60 dollars est prévisible à court terme et le baril à 90 dollars à l'horizon 2020.

Rappelons en effet, qu'entre 2005 et 2010 les réserves occidentales et nord-américaines seront pratiquement épuisées, ce qui implique un doublement de la production du Moyen-Orient. Les projections faites sur de nouvelles découvertes restent théoriques et la vérité sur les réserves réelles reste masquée, car les Majors veulent maintenir la pression sur les producteurs, tant que cela reste possible : au risque d'un risque majeure, si la pénurie s'installe brusquement.

Que faire pour limiter l'impact d'un choc pétrolier inévitable ? Un baril à 60 dollars est envisageable si la consommation se réduit de 30 % : priorité aux économies d'énergie, avec une production massive d'énergie nucléaire, mais qui voudra l'admettre ?

Les conséquences financières d'un monopole pétrolier du Golfe persique, dans les 20 ans à venir, seront de toute façon considérables et les USA sont prêts à tout faire pour s'assurer

un baril à bas prix. Saddam Hussein avait certes une mauvaise image de marque, mais aurait-il été un démocrate modèle que la politique américaine serait restée la même.

En 2000, avec un baril à 30 \$, le Golfe persique, (avec sa production de 1 Milliard de tonnes), a reçu 210 milliards de \$. Le baril 2005 à 60 \$ n'était pas prévu.

En 2010, avec un baril revenant à 30 \$, le Golfe persique, (avec une production prévue de 2 Milliards de tonnes), recevrait 420 milliards \$. Avec un baril à 60 \$, le flux financier vers le Moyen Orient s'élèverait à 810 milliards de \$ par an : en quelques années, les monarchies du Golfe Persique deviennent les premiers banquiers du monde.

Bien entendu, il s'agit de fourchettes et d'estimations, mais les conséquences économiques et financières de la dépendance occidentale, face à un pétrole devenant une denrée à la fois rare et située dans une zone à haut risque géopolitique, se feront de plus en plus sentir : le pétrole ne peut échapper indéfiniment à la loi de l'offre et la demande. Les mirages de la nouvelle économie ne peuvent faire oublier les contraintes majeures de l'économie réelle reposant d'abord sur l'énergie.

L'aveuglement est-il général ? Une déclaration de George W. Bush semble montrer que les USA semblent conscients de la gravité du problème et le président ne cache ni son analyse et la détermination de sa future politique :

« Les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique... et il (Bush) fera de la sécurité énergétique une priorité de sa politique étrangère ».

« Augmenter l'offre d'énergie, maintenir un prix bas, affirmer le lien entre croissance économique et croissance de la consommation énergétique ».

Tel est le credo clairement affirmé par le Président républicain. Ce Credo explique pour une grande part sa campagne contre l'Irak : lever un des obstacles à l'occupation « de facto » des réserves du Moyen-Orient. Les objectifs politiques d'Israël rejoignent ainsi les objectifs géostratégiques des USA.

Rappelons une fois encore que la consommation américaine d'énergie s'élève à 2,4 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP), qu'elle représente 25 % de la consommation mondiale et qu'elle s'accroît de 1,3 % par an. Bush récuse le protocole de Kyoto sur la réduction de la pollution et lance un avertissement aux pays producteurs du Moyen-Orient : il leur est rappelé la nécessité de maintenir un prix du baril « modéré » en échange de la « protection américaine ». « *Ego nominor leo* ». Le terme, « prix modéré », sous entend que l'OPEP et le Golfe persique en particulier doivent maintenir le prix de 30 \$ le baril, prix dérisoire pour une ressource rare, mais qui assure la suprématie du capitalisme américain, et permet aux autres pays (l'Europe en particulier), de remplir les caisses d'Etats toujours à cours de recettes.

La Russie et la Chine connaissent la réalité des motivations américaines et les pays arabes constatent la partialité des USA vis-à-vis d'Israël : l'engrenage d'une guerre comporte de ce fait des risques d'extension considérables. L'Europe doit faire comprendre à son allié américain

qu'il est possible de vivre avec une consommation deux fois moindre et qu'une fuite en avant ne peut être qu'une source de drames pour eux et pour le monde.

Déclaration du président Bush :

« Les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique et je ferais de la sécurité énergétique une priorité de ma politique étrangère »

...« Augmenter l'offre d'énergie, maintenir un prix bas, affirmer le lien entre croissance économique et croissance de la consommation énergétique »

Détroit d'Ormuz

Un milliard de tonnes de pétrole est exporté actuellement du Golfe persique, ce qui implique, chaque jour, le passage par le détroit d'Ormuz de plus d'un million de tonnes transportées par une quarantaine de supertankers.

(Ce trafic devrait être doublé dans les dix ans à venir).

Source : La Tribune du 8 octobre (Xavier Harel)

SYNTHESE HISTORIQUE DU MOYEN ORIENT

Le traité de Sèvres (1920) démantèle l'empire ottoman.

ARABIE SAOUDITE (Monarchie islamique, aucun parti politique)

1932 : création du royaume.

1945 : rencontre Ibn Saoud - Roosevelt. Monopole de l'exploitation pétrolière accordé aux USA.

JORDANIE (Monarchie islamique avec Chambre et Sénat)

1920 : création du royaume sous mandat britannique.

1946 : fin du mandat britannique. Proclamation de l'indépendance.

IRAK (Pouvoir autoritaire avec une Assemblée nationale)

1920 : mandat britannique.

1932 : proclamation de l'indépendance du royaume avec Fayçal II.

1958 : Fayçal est assassiné, proclamation de la République.

KOWEIT (Emirat avec une assemblée de 75 membres dont 25 nommés)

1899 : traité signé avec la Grande Bretagne, (semi protectorat).

1934 : concession pétrolière accordé à une société anglo-américaine.

1961 : le Koweït devient indépendant.

EMIRATS ARABES UNIS (Fédération de sept monarchies absolues)

1892 : accords de tutelle avec la Grande Bretagne.

1971 : déclarations d'indépendance.

QATAR (Emirat héréditaire détenteur du pouvoir)

1916 : protectorat britannique.

1971 : déclaration d'indépendance.

OMAN (Emirat détenteur du pouvoir)

1890 : Zanzibar devient protectorat britannique.

1958 : indépendance progressive.

L'analyse d'un inspecteur des Nations Unies (1)

Selon Scott Ritter, ancien inspecteur de l'ONU en Irak, 90 à 95 % des armes de destruction massive ont été détruits ou neutralisées. Les 5 à 10 % restant ne constituent pas nécessairement une menace : *« ce sont des éléments épars qui au total ne représentent même pas un programme d'armement »*.

Quelle sera la réaction dans la région en cas d'offensive américaine ?

« Nous allons en arriver au choc des cultures qu'appelait de ses vœux Oussama Ben Laden et les USA s'apprêtent à mener une guerre entre l'Occident et l'Islam. Et nous ne la gagnerons pas. On joue avec le feu et si le Moyen-Orient explose, l'arme nucléaire pourrait bien alors être utilisée et ce serait alors l'apocalypse ».

(1) « Guerre à l'Irak. Ce que l'équipe Bush ne dit pas ». Editions le Serpent à plumes.

Le véritable enjeu : la bataille pour les gisements de pétrole

« Sans aucun doute, l'Irak pourrait devenir l'eldorado des multinationales pétrolières » déclare Olivier Appert directeur de l'AIE (Agence internationale pour l'énergie). La France, la Russie et la Chine ont déjà signé des contrats avec Bagdad, mais ils sont considérés comme des chiffons de papier tant par l'opposition irakienne que par Washington déclarant que seuls les pays alliés aux USA pourront coopérer... avec les pétroliers américains !

« Pour rester compétitive, aucune des cinq multinationales (américaines) ne pourrait se permettre d'être tenue à l'écart de l'Irak, si les autres y allaient ».

La vérité finit par sortir du puits : les USA veulent dominer par tous les moyens le pétrole du Golfe persique, alors que l'Europe voudrait mettre à cette tutelle un minimum de formes. Quant aux peuples arabes concernés, personne ne songe à leur demander leur avis. Pour le monde occidental, qui a créé, (il y a 80 ans) des Etats artificiels pourvus de régimes féodaux, pour mieux assurer sa suprématie, les règles de la démocratie s'arrêtent aux frontières du pétrole.

Une telle politique peut-elle se perpétuer ? La réponse est évidemment : non. Les frustrations arabes vont croissant et expliquent, sans évidemment les excuser, les attentats de ces dernières années. La guerre d'Irak et son « occupation » par les USA en vue d'exploiter son pétrole, ne sont pas des objectifs injustes, mais des paris aberrants. Les populations ne perçoivent pas en effet cette mise sous tutelle comme une occupation du style japonais de 1945 conduisant à la démocratie, mais comme une nouvelle colonisation qui ne reçoit aucun soutien populaire.

Si les peuples arabes pouvaient s'exprimer, ils réclameraient unanimes le départ de toutes les forces américaines du Golfe persique. Cette évidence peut-elle être comprise de Washington, avant que nous assistions impuissant à l'engrenage d'une troisième guerre mondiale ? Espérons le : la Maison blanche héberge aussi quelques colombes.

Irak : les déclarations de Donald Rumsfeld et de la CIA

, Le pragmatisme reste un point fort des Américains. La dialectique de la guerre déclarée sous le prétexte d'armes de destruction massive inexistantes veut être oubliée et les analyses actuelles, tant du Pentagone que de la CIA ne masquent plus la réalité.

Celles de Rumsfeld surprennent d'autant plus qu'elles sont émises par un partisan déclaré de la manière forte.

« Arriverons-nous à capturer, tuer et dissuader plus de terroristes chaque jour que les écoles coraniques et les religieux radicaux en recrutent, en entraînent et en envoient contre nous ? »

L'universitaire John Esposito complète l'analyse du chef du Pentagone en déclarant :

« Il y a une contradiction évidente entre notre objectif immédiat : détruire les réseaux terroristes et la nécessité à terme de convertir les pays musulmans à nos valeurs de démocratie, de liberté, de tolérance et d'ouverture. Cette contradiction est devenue insupportable avec la guerre en Irak. Au mieux, elle nous fait perdre de nombreuses années ».

Quant au général Wesley Clark, il juge ainsi la politique de la Maison-Blanche :

« La stratégie de l'administration Bush alimente ce qui s'apparente à un choc de civilisation ».

Conscients de l'impasse politico-militaire où ils se trouvent, les USA sont tentés de se tourner vers l'ONU, l'OTAN et l'Europe qui seraient chargés d'aider le gouvernement intérimaire à préparer des élections que la Maison-Blanche veut présenter comme démocratiques.

Cette ambition relève de l'utopie, car la démocratie est le résultat d'une longue évolution vers la modernité et non son préalable. L'Irak ne possède plus ni constitution, ni état civil, ni cadastre, ni législation, ni tribunaux : comment dans ces conditions appeler une population aux urnes.

On ne viole pas impunément les concepts de base de la géopolitique : depuis 80 ans les Occidentaux ont institué des Etats artificiels dirigés par des dictatures à leur dévotion. L'Irak était certes une dictature, mais bénéficiant d'une certaine structure laïque maintenant détruite. Comment reconstruire le pays ?

Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, dans une interview au Figaro du 13 octobre 2003, indique clairement ce qui aurait dû être fait, une fois la guerre décidée :

« Quelles conditions préalables (à l'invasion), ont fait défaut ?

« La première condition était une pacification rapide de l'Irak, la seconde ne pas envoyer une armée d'ingénieurs et de techniciens dans les fourgons de l'armée et la troisième ne pas avoir doublé, voir triplé la solde des troupes irakiennes jusqu'au grade de colonel, ne pas conserver les cadres inférieurs du Baath, ce sont autant de fautes...

« La quatrième condition était une cautérisation énergique de l'abcès israélo-palestinien »

Les USA sont-ils prêts à cette prise de conscience et les Irakiens peuvent-ils accepter de jouer le jeu ?

Corriger une évolution historique manquée reste un pari rarement gagné et l'Occident n'avait pas le droit à l'erreur : instituer une démocratie formelle de force ne peut que cristalliser un sentiment xénophobe poussant les masses arabes à instituer des républiques islamiques.

Utopie américaine concernant l'Irak. Erreur d'analyse pour la France

Comment reconstruire des organisations socio-économiques détruites lorsque les règles de la géopolitique ont été ignorées ?

L'analyse géopolitique n'implique pas de jugement moral, car elle se doit de rester aussi rigoureuse et objective que possible. Certes les Etats-Unis restent aujourd'hui la seule superpuissance et un modèle de développement, tant économique que social : malheureusement leur politique au Moyen Orient est en contradiction à la fois avec leurs objectifs stratégiques et avec leur idéologie. Ils risquent de ce fait d'entraîner l'Occident vers un enchaînement de conflits à l'issue imprévisible.

Après leur guerre éclair, les USA ont voulu impressionner la planète et ensuite les Irakiens en exposant les cadavres des deux fils de Saddam Hussein : le concept politique paraissait déjà bien primaire et fort peu à même de faciliter l'occupation du pays.

Si la Maison-Blanche voulait tenter d'instaurer un système politico-économique viable, il aurait fallu d'abord expliquer à la population comment elle serait nourrie et comment le pays sera reconstruit en indiquant l'ordre dans lequel seraient créées les structures de base et les délais nécessaires à chaque étape.

La première priorité est toujours d'ordre alimentaire avec des productions et des marchés au sens premier du mot. Est-il besoin de rappeler que sans autosuffisance dans ce domaine, aucune initiative industrielle n'est possible ? Simultanément le marché au sens physique puis au sens économique doit permettre la création d'un début de droit commercial, d'un droit des personnes et d'un droit administratif. Certes, il ne faut pas nier l'accélération de l'histoire et conclure que l'accès à la modernité exigera un siècle de préparation, mais vouloir ignorer à la fois le contexte culturel et la réalité économique, c'est faire l'impasse sur la mémoire historique indiquant les étapes menant au progrès.

En prenant la Russie pour exemple, une période de vingt ans paraît encore nécessaire pour effacer les errements du communisme et rejoindre le niveau de vie occidental, car les autorités doivent encore s'appuyer sur les anciennes bureaucraties pour reconstruire une économie moderne.

A fortiori, imposer sans précaution les normes occidentales, dans des pays qui ne possèdent que des systèmes d'organisation sommaires serait déjà un pari risqué, mais vouloir instaurer la « démocratie » en rayant d'un trait de plume les organisations en place, c'est se retrouver face au néant.

Chaque fois, une longue transition est en effet nécessaire pour voir émerger la modernité, et le compromis avec les structures anciennes reste incontournable, car des réformes structurelles sans résultats économiques aboutissent toujours à l'anarchie. Les anciennes administrations restent donc indispensables à l'émergence d'une économie de marché même embryonnaire. En Irak, elles furent dissoutes, erreur majeure qui laisse le pays sans administration.

Sans défendre le système communiste, l'analyse objective s'inquiétait déjà de voir nombre de responsables occidentaux se féliciter des avancées démocratiques alors que la réforme de l'entreprise patinait. Il est moins dangereux de voir la démocratie piétiner quelque peu, comme en Chine, si la réforme économique est vigoureusement entreprise, plutôt que l'inverse, compte tenu des décennies nécessaires à l'émergence de la démocratie.

Transposer sans ménagement la démocratie occidentale entraîne des explosions sociales aux dimensions imprévisibles, puisqu'il est très difficile, sinon impossible, de faire admettre à des populations qui manquent de tout, que ce sont leurs enfants ou leurs petits-enfants qui récolteront le fruit de leurs efforts.

La fin de l'affrontement Est-Ouest oblige à étudier des problèmes jusqu'alors masqués par les conflits idéologiques, et on se doit de constater combien les chances de rétablissement sont faibles lorsqu'il faut corriger une évolution historique manquée. La note à payer peut s'évaluer, mais les responsables laissent trop souvent croire à un raccourci historique possible, alors que la démocratie accompagne le progrès, mais ne peut jamais le précéder.

La leçon n'a pas été comprise par les USA en Irak où les infrastructures du régime de Saddam Hussein ont été systématiquement démantelées depuis 1990, puis anéanties en 2003. Washington, obnubilé par ses impératifs pétroliers ne pensait qu'à instaurer un nouvel ordre sorti du néant, mais ouvrant largement les vannes de l'or noir.

Les règles de la géopolitique restent incontournables : plusieurs décennies seront nécessaires pour reconstruire les structures de l'Irak, telles qu'elles existaient en 1990, et les forces d'occupation américaine n'ont pas les moyens politiques et humains de se substituer à la lente émergence d'un peuple vers le progrès économique et social.

En outre, dans le cas de l'Irak, le prétexte d'armes de destruction massives, (qui ne pouvaient exister) rend politiquement l'occupation américaine intolérable aux Arabes : ils se considèrent comme occupés et non libérés, ce qui, explique les attentats quotidiens. Comment s'en étonner ? Le moralisme sans morale reste le meilleur agent de l'extrémisme et le ferment de tous les conflits de l'Histoire. Les Arabes savent très bien que les missiles nucléaires se trouvent en Israël, (et non en Iran), que les

Palestiniens ne peuvent recouvrer leurs terres et que le pétrole se situe au Moyen-Orient.

La légèreté dialectique de Washington dans l'affaire irakienne reste incompréhensible : sa pensée géopolitique n'est évidemment pas à la hauteur de sa puissance militaire.

Il n'existe plus aujourd'hui en Irak, ni cadastre, ni fichier d'état civil, ni système bancaire, ni postes, etc... Que le « gouvernement » installé par les autorités américaines ne soit pas représentatif reste secondaire par rapport à une question essentielle : comment gérer un pays avec une administration dissoute qui ne dispose plus d'aucun moyen de gestion ?

Restait pour Washington l'argumentaire moral : apporter la démocratie avec ses vertus touchant le respect de la personne humaine. Hélas, la réalité est affligeante : prisonniers humiliés, torturés et même exécutés. Et pour les nations arabes, le comble de l'intolérable avec la photo d'un Irakien nu, tenu en laisse par une jeune femme souriante et la cigarette aux lèvres.

Les USA se trouvent aujourd'hui devant une hostilité latente des populations arabes, ce qui crée un vide politique qui ne sera pas comblé par le soutien logistique de quelques contingents militaires étrangers. La tentation de se défausser va très vite devenir lancinante pour la Maison-Blanche, mais la solution annoncée ressemble fort à une fuite en avant : constitution provisoire, gouvernement de transition, Assemblée élue au suffrage universel, forces américaines devenant les invités du gouvernement. Tout cela sent le désarroi et l'improvisation. Une certitude : l'ONU, comme les Européens, doivent faire savoir qu'ils ne sont pas à même de réparer les pots cassés. Ce n'est pas de l'obstruction, mais un constat.

La France, ne doit donc pas préconiser une position intermédiaire visant à accélérer des procédures qui n'aboutiront à rien d'efficace, même avec l'ONU comme caution. S'opposer aux USA est un jeu politicien stérile : on ne peut que laisser le président Bush aller jusqu'au bout de sa logique en espérant qu'elle existe.

Une certitude : la colonisation appartient à l'histoire et l'Irak devra retrouver sa souveraineté, mais dans quelles conditions et avec quel résultat ?

Les élections ne constitueront pas aux yeux des Irakiens une avancée démocratique : pour les Kurdes elles permettront un premier pas vers l'indépendance, pour les Chiïtes une reconnaissance de leur suprématie démographique, pour les Sunnites le risque d'une subordination.

Reste la question iranienne : une campagne militaire US peut séduire, mais elle est stratégiquement risquée pour deux raisons. Géographique d'abord, car le Golfe est une nasse que l'Iran peut fermer à tout instant, politique ensuite avec les Chiïtes irakiens, qui se considéreraient comme solidaires de leurs voisins en cas de conflit.

Examinons la situation actuelle de la région, et en particulier le cas de l'Iran.

Irak et Iran (1) : la progression du chiisme et ses conséquences

Les élections en Irak sont présentées comme une victoire de la démocratie : elles ont eu lieu, c'est vrai, mais quelle est leur signification ? On joue malheureusement sur les mots et une fois encore la communication a remplacé l'information. En réalité il y a fort à craindre que Washington ne déchanté rapidement, car un des enseignements majeurs de la géopolitique a été oublié : la démocratie est le résultat d'une longue évolution tant historique que sociologique. Dans un pays occupé, sans partis politiques, sans programmes, sans campagne électorale, sans candidats connus des électeurs, les élections ne peuvent que constater les clivages religieux et tribaux.

Le chiisme religieux sera donc majoritaire, les Kurdes vont voir officialiser leur volonté d'indépendance et les Sunnites vont perdre le pouvoir qu'ils détenaient depuis trois-quarts de siècle. Sur le plan économique, va inévitablement se poser la redoutable question du partage des ressources pétrolières.

Stratégiquement l'Iran se trouve désormais renforcé par un voisin allié et non plus ennemi ou concurrent, alors que le débat sur les ambitions nucléaires de Téhéran reste ouvert et peut dégénérer.

Dans un article publié par le Figaro et daté du 9 février, François Géré, président de l'Ifas, résume fort bien le casse-tête iranien, mais conclut par une proposition paradoxale qui n'a aucune chance d'être retenue par les intéressés.

D'abord le dilemme.

« Il est inconcevable d'utiliser la force pour régler le problème iranien », déclarait Jacques Straw le ministre britannique des affaires étrangères, pendant que Tony Blair affirmait : *« Il est inconcevable que l'Iran acquière l'arme nucléaire ».*

La contradiction est totale et à juste titre, F. Géré estime que :

« L'échec d'un accord avec l'Iran déboucherait sur une épreuve de force qui enflammant le Moyen-Orient, aurait des répercussions mondiales dépassant par leur portée les guerres d'Irak, de Corée et du Vietnam. Or les options militaires rationnelles sont limitées, surtout avec l'opposition catégorique de la Turquie ».

Par contre la suggestion de F. Géré est à la fois significative des espérances occidentales, mais totalement irréaliste :

« Les autorités iraniennes auront à fournir les garanties permettant de retrouver une pleine confiance dans les activités nucléaires civiles. Elles doivent être placées, au moins pour une période de dix ans sous un contrôle d'extrême rigueur ».

« Il convient aussi de clarifier la finalité des programmes de missiles balistiques et de croisière ».

Comment imaginer qu'un régime politique, aussi sourcilieux de son image et de sa face, puisse accepter de passer sous de telles fourches caudines ? C'est impensable.

En conclusion, nous ne retiendrons que cette mise en garde de l'auteur :

« L'idée d'un renversement du régime constitue une dangereuse illusion entretenue par des experts improvisés ».

Nous avons déjà rappelé une évidence : on sait comment déclencher une guerre, mais on ne sait jamais comment elle se termine. Dans le cas d'une attaque américaine en Iran, les conséquences peuvent être d'une telle ampleur qu'un scénario de kriegspiel, comme ceux étudiés en dernière partie, n'a aucune chance de correspondre à la dimension probable du conflit.

(1) Principaux indicateurs.

Population : 65 millions h. Superficie : 1 630 000 km². Frontières : Afghanistan 930 km. Arménie 35 km. Azerbaïdjan 430 km. Irak 1 450 km. Pakistan 900 km. Turkménistan 1 000. Turquie 500. Côtes : 2 440 km. Caspienne 740 km. PNB : 115 Mds \$. Production de pétrole : 200 millions de T. Réserves : pétrole 12 milliards de T. Gaz : 23 000 Mds de m³.